



Synthèse

Colloque national

CULTURE ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL : OSONS L'INNOVATION ET LA SOLIDARITE

30 et 31 mai 2011
En Pays de Redon

Proposé par l'UFISC et les Articulateurs



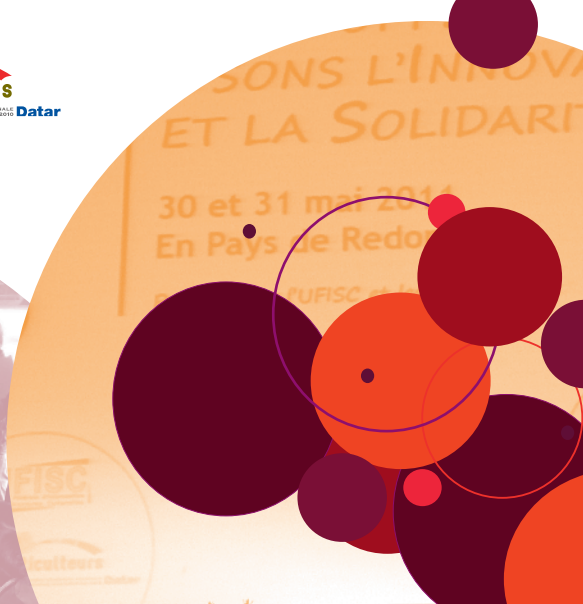
Contacts

www.ufisc.org

01 42 49 53 64

www.articulateurs.org

02 99 71 56 07



Sommaire

P.03 **Les organisateurs**

P.04 **Ils, elles ont dit...
Morceaux choisis**

P.10 **5 Ateliers : culture
face au territoire,
à l'économie, au
social, à l'Europe,
au politique**

P.13 **Pour conclure**

P.15 **Ambiance
Taknaw Parade**

Les arts et la culture portent des dynamiques essentielles pour faire converger développement territorial, économique et social dans une vision d'intérêt général nécessairement renouvelée. Ces initiatives permettent l'émergence d'« écosystèmes socio-économiques » originaux, autour de nouveaux modes de coopération et de gouvernance partagée. Elles s'appuient sur des valeurs telles que la diversité culturelle, les droits de l'Homme, mais aussi sur des orientations européennes. Ancrées dans le territoire qu'elles aident à redéfinir et à réinventer, ces initiatives interrogent la démocratie locale et la construction avec les collectivités publiques.

L'objectif de ce colloque était de rassembler les acteurs, les élus, les citoyens et les chercheurs impliqués, afin :

- **D'établir des diagnostics et analyses partagés**, appuyés sur le repérage de démarches d'innovation.
- **De produire des propositions** et des axes de travail coopératif.
- **De favoriser la mise en réseau** permettant de développer des partenariats et coopérations multiples, tant à l'échelle transrégionale que nationale ou internationale.

Organisation : Les Articulateurs et l'Ufisc
Coordination : Alban Cogrel, Marco Félez, Philippe Berthelot, Patricia Coler, Paola Villain et Marie-Joëlle Kouadio
Rédaction : Tugdual Ruellan
Photos : Jean-Christophe Chaurin, Tugdual Ruellan, Jacques Quinton et Michel Ségalou
Maquette : Delphine Le Breton, LaboGraphie
Impression : Allaire Offset

Retrouvez l'intégralité
des échanges sur
www.ufisc.org
www.articulateurs.org

Les organisateurs



Les Articulateurs

Issus d'un Programme d'Initiative Communautaire EQUAL, les Articulateurs confortent la culture au cœur du développement local du territoire du Pays de Redon et Vilaine. Leurs partenaires, issus aussi bien du milieu associatif que du monde de l'entreprise, du secteur public, de celui de la recherche et de la formation, ont choisi d'assembler leurs forces dans le but de : « concevoir, réaliser et diffuser des actions éco-culturelles mutualisées et innovantes créant du développement économique et du lien social, valorisant les hommes et le patrimoine d'un territoire ». Le domaine d'activité principal de la grappe d'entreprises les Articulateurs se situe dans le champ de l'insertion socio-économique par le développement de pratiques innovantes dans le champ culturel. Les Articulateurs sont aujourd'hui lauréats sélection nationale « Grappe d'entreprises » 2010 par la DATAR et reçoivent en mai 2011 le prix de « l'initiative en économie sociale » par la Fondation Crédit Coopératif. Les Articulateurs sont soutenus par la DATAR, la Région Bretagne et le Fonds Social Européen.

L'UFISC

**Union Fédérale d'Intervention
des Structures Culturelles**



L'UFISC regroupe 15 organisations professionnelles du secteur des arts et de la culture. Ses membres se retrouvent autour de valeurs fondamentales telles que la défense de la diversité artistique et culturelle, de la coopération et de l'initiative citoyenne à buts autres que lucratifs, et se reconnaissent plus globalement de l'économie sociale et solidaire.

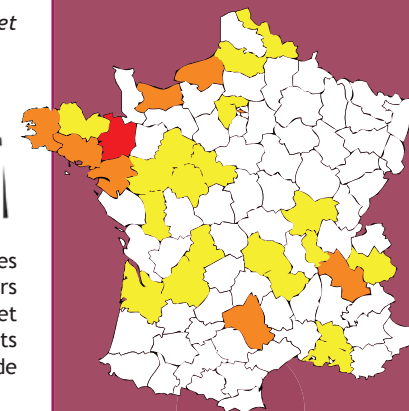
L'Union représente par subsidiarité plus de 2500 structures artistiques et culturelles, dans la création, la diffusion, la formation, l'accompagnement de pratiques, qui participent pleinement à la dynamisation de leur territoire.

Les actions et chantiers de l'UFISC se déclinent sur trois axes : favoriser la recherche et le développement, participer à la structuration professionnelle du secteur, dynamiser la mise en relation et l'échange.

L'UFISC regroupe la Fédération nationale des arts de la rue, la Fédurok, le SYNAPI, le SCC, la FSJ, le CITI, Le Chaïnon/ FNTAV, Actes'If, le RIF, le SMA, Zone Franche, THEMMA - Membres associés : La FFEC, La FRAAP, La Fédération des Acteurs « Culture-Multimédia ». L'UFISC est soutenue par le Ministère de la Culture et de la Communication, la Région Ile de France, la Ville de Paris, le CNAR Culture, le Fonds Social Européen.

Une belle réussite

300 personnes ont répondu présent au colloque sur les deux jours, venues de plusieurs départements de France (en jaune, orange et rouge sur la carte), et même d'Angleterre, de Belgique, d'Italie et d'Afrique.



Ils, elles ont dit... Morceaux choisis

Les matinées des lundi 30 et mardi 31 mai ont permis d'associer des apports théoriques et divers éclairages sur l'expérience du cluster « Les Articulateurs » développée sur le Pays de Redon. Ont ainsi été posés les enjeux de la culture au sein du développement local et identifiés les processus de développement économique et territorial.



Jean-Louis Fougère,

Président de la Communauté de communes du Pays de Redon

“ Vous avez su par vos initiatives et votre sens de l'innovation convaincre les plus hautes sphères de l'Etat de sa pertinence. Vous avez ainsi démontré qu'il n'y a pas qu'une seule et royale voie pour développer de grands projets et contribuer à animer un territoire. Nous avons entamé avec les Articulateurs un processus d'échanges, dans le but de créer un partenariat à forte charge culturelle. Nous avons en commun cette ambition de co construire et de faire vivre un grand projet. La culture fait partie intrinsèque du développement. Sans aucun doute, elle se trouve partout, dans tous les

recoins de notre vie. Pour nous, la question est de pouvoir et de savoir la faire émerger, la considérer comme un outil majeur de notre développement. Elle ondule un peu comme ondulent les courbes des cycles économiques que nous vivons, avec des hauts et des bas. Elle a, somme toute, peu de constance, mais à coup sûr, de la permanence. La culture est souvent un de ces sujets que l'on pense pouvoir ou devoir traiter isolément. C'est à coup sûr un danger ! Nous travaillons à éviter cet enfermement : c'est un travail de conviction. Le terroir local est riche de ses tissus, de sa tradition et de son goût pour la culture, celle qui imprègne la vie quotidienne et en préserve optimisme et joie de vivre au Pays, celle qui prend corps dans l'espace du temps libéré. Oui, vivre au Pays prend d'autant plus de force si la culture aide « à vivre mieux », dans tous les sens que l'on peut attribuer à cet adage. ”



Jean-Michel Le Boulanger,

Vice-président à la Culture, Conseil Régional de Bretagne

“ Trois convictions guident les réflexions du Conseil régional de Bretagne quant à l'élaboration du développement de ses politiques culturelles. La première, c'est l'exigence culturelle. On nous demande souvent si, en période de crise, il faut continuer à investir fortement dans la culture ! C'est justement parce que nous sommes en période de crise et de grande mutation que nous devons continuer à soutenir les pratiques artistiques et le développement culturel. Plus que jamais. Les politiques culturelles sont l'outil nécessaire et continu du creuset citoyen. La deuxième conviction, c'est la diversité culturelle, l'égale dignité des cultures au nom de leur universalisme. Cela part du refus de ces fausses hiérarchies entre différentes formes de culture qui nous ont été imposées depuis un siècle et demi. Les chants du peuple, les chants de nos villes aujourd'hui, les pratiques urbaines peuvent toucher à cet universel. C'est de notre responsabilité de creuser cette notion essentielle de diversité culturelle. Il n'y a plus d'assignation à territoire ou à culture unique, il n'y a pas de racines uniques. Nous sommes tous fruits de racines en rhizome et nous sommes tous à l'âge de ces identités composites. Nous devons bâtir nos politiques culturelles publiques sur cette richesse, cette philosophie de la rela-

tion et du respect. La troisième conviction, c'est une conviction de méthode : la co construction. Ce sont des processus de relations, d'échanges, de respect des réseaux existants et de dialogue. Contrairement à la logique de verticalité qui est une logique de contrôle, de hiérarchie, de pyramide, cette co construction est basée sur une conviction profonde ; elle s'arrête quand commencent les certitudes. Cette co construction existe à l'échelle du territoire de Bretagne et doit exister à l'échelle des territoires de proximité. ”

Soirée animée par le groupe Ronan Robert Quartet

Marco Félez,

Directeur du cluster Articulateurs

“ Le cluster des Articulateurs permet la rencontre entre des mondes qui ne se côtoient pas habituellement : chefs d'entreprise, acteurs culturels, compagnies de spectacle vivant, structures d'insertion, partenaires institutionnels, partenaires européens... C'est dans la richesse de cette diversité que nous avons appris nos cultures, créant des possibles et passerelles entre nos différences. Cela a produit des résultats. A travers la parade, les résidences, des formations, la mutualisation de ressources, la dynamique a concerné 200 artistes et une centaine de techniciens, une quinzaine de communes (33 000 habitants). 21 em-



ploi ont été créés. Une centaine de personnes déjà mobilisées ont vu leur poste consolidé par ce projet. Ce sont 900 bénévoles mobilisés et 50 000 personnes concernées sur le territoire. Nous avons bénéficié d'un programme européen Equal durant quatre années et avons décidé de fonctionner comme un « territoire entreprise culturelle ».

Notre vision, une conviction partagée, « bien vivre ensemble » : l'avenir d'une communauté d'hommes sur un territoire ne peut se construire sans avoir une approche globale, systémique, permettant à chaque individu de s'y épanouir. Très rapidement, nous nous sommes interrogés sur le devenir de l'initiative qui avait été lancée et avons créé un cluster. Il s'agit, à l'image d'une grappe, de regrouper des gens pour travailler ensemble autour d'un écosystème socioéconomique avec une volonté de valoriser notre savoir-faire et transférer cette démarche. Nous nous sommes aussi ouverts à l'inter-régions et travaillons avec des partenaires européens. Nous nous sommes donnés le droit à l'erreur et à l'expérimentation. Nous ne savions pas ce que nous

allions produire comme résultats mais ce que nous savions, c'est que nous avions envie de le faire ensemble, d'expérimenter. La culture est la clé de voûte qui fait marcher à la fois l'économie, le social autour d'activités culturelles. La coopération est un mouvement permanent qui fait que nous sommes sans arrêt en échanges et en discussions. La coopération est structurée et contractuelle, elle part d'une charte d'engagement et est régie par un contrat. La coopération n'est pas culturelle et naturelle, c'est une singularité respectée dans une démarche collective partagée, entre les deux, il faut se mettre d'accord. Quand l'agent se confronte à la décision, il devient acteur. ”

Les projets menés au sein des Articulateurs



Mutualisation des moyens logistiques et humains
Groupements d'employeurs, parc de matériel mutualisé...

Des actions culturelles et patrimoniales

Résidence d'artistes, événements de Pays (Taknaw parade), résidence de mémoire/ archives numériques du patrimoine...

Développement de niches économiques

Société coopérative (agence culturelle territoriale), économie du patrimoine, pilote numérique (SAS Label séance), transfert d'ingénierie...

Activité de formation et de recherche

Impact économique, développement social, formation sur l'environnement des métiers du spectacle, l'imaginaire...



Christophe Moreau,

Sociologue, LARES

“ Ce projet contribue au développement social de deux manières : par une dynamique de développement local du territoire qui concerne l'ensemble de la population du Pays, et par une dynamique d'accompagnement social qui concerne des populations plus vulnérables (personnes éloignées de l'emploi pour raison de chômage, de maladie, de handicap). En termes de résultats généraux, l'action des Articulateurs renforce la fierté du pays et l'appartenance des habitants au pays, et favorise le développement de relations sociales. Par l'action culturelle, on s'approprie l'espace public, on lutte ainsi contre la privatisation et l'atomisation des existences. On a décloisonné les différentes sphères d'action publique en permettant la rencontre entre des personnes qui sont sur l'accès à l'emploi, d'autres qui sont sur la culture, et d'autres sur le social en lien avec des entreprises. Par ce travail de relations dans le pays, on développe des échanges et une responsabilité partagée, à

travers des contrats de travail, l'accompagnement de publics vulnérables, la mutualisation de matériel ou de compétences ; on s'inscrit donc dans le développement d'un système de don - contre don qui se généralise petit à petit. Sur le plan des compétences techniques, on mutualise des outils, des scènes, des lumières, des matériaux, des savoir-faire, des ressources ; et grâce à cette habitude de faire ensemble, on réussit à développer d'autres dimensions : une évolution des représentations par exemple ; les gens accèdent à une autre représentation d'eux-mêmes, avec un peu plus de fierté, une meilleure reconnaissance de l'altérité, du handicap. Deuxièmement, on développe la dimension de l'oralité, de l'imaginaire et du rêve : l'humain n'est pas transparent et l'action culturelle permet d'accéder à des profondeurs, des choses liées au passé, à des légendes, à des ressentis, à des peurs aussi. On crée ainsi la possibilité de réfléchir et d'échanger autour des émotions, de partager des sentiments. Enfin, en arrière-fond de ce projet, on trouve une quête d'éthique et de qualité. On fait les choses par rapport à des valeurs dans ce collectif, avec une exigence de qualité. C'est bien l'action culturelle qui permet tous ces liens. C'est un projet à haute valeur ajoutée anthropologique. On n'est pas sur quelque chose d'administratif et de bureaucratique, mais sur quelque chose d'un peu plus épais qui concerne de nombreuses dimensions de l'humain. Et je termine en citant Gigi Bigot : « un territoire doit avoir besoin de tout le monde ; tout le monde a besoin que l'on ait besoin de lui. »



Alban Cogrel,

Chargé de mission, cluster Articulateurs

“ Nous nous sommes demandés comment rendre transmissible cette expérience accumulée par les Articulateurs à la fois en interne, à l'intérieur de l'organisation, auprès des membres des Articulateurs et en externe auprès de nos partenaires et collectivités territoriales, mais aussi auprès d'autres territoires. C'est ainsi qu'a démarré l'aventure avec le laboratoire de Grenoble Pacte-Territoires. Pierre-Antoine Landel et Bernard Pecqueur, membres du laboratoire, ont accompagné cette question : comment se construit la ressource territoriale sur le territoire du Pays de Redon et comment se révèle-t-elle à travers les actions culturelles et sociales portées par les Articulateurs ? La recherche-action a permis une lecture des formes d'actions mises en oeuvre et amène à mieux cerner la place actuelle de la culture au sein du territoire. À travers ce parcours, nous soulignons que la ressource culturelle dans le territoire du Pays de Redon est bien présente

et active « grâce aux acteurs qui la co-construisent ». Nous avons alors mieux compris les processus économiques, sociaux et culturels qui sont en cours. Aussi, la démarche de coopération des Articulateurs nous souligne une nouvelle forme d'organisation sociétale susceptible de servir la performance, l'excellence et la coopération, mobilisant des ressources spécifiques et non délocalisables d'un territoire. ”



Pierre-Antoine Landel,

Laboratoire Pacte-Territoires

“ Comment passe-t-on de l'expérience, dont nous sommes tous porteurs, à la connaissance transmissible ? L'expérience est située dans l'espace et dans le temps, donc elle est absolument intransmissible en l'état. Les Articulateurs ont intégré cette problématique dès le départ. Ils n'attendent pas d'avoir les résultats de l'expérience pour l'interroger. Ils ont mis en place un dispositif qui a permis la construction d'une recherche-action. Il y a des connaissances qui sont transmises sur le territoire, de génération en génération sur

des savoir-faire, des comportements, des techniques... ; il y a celles qui sont issues de comparaison avec d'autres territoires. Il y a enfin celles qui sont issues d'une construction par les acteurs du territoire, à l'issue d'un processus de capitalisation. Elles passent par la construction de regards croisés sur un territoire. Tout le problème de l'acteur, c'est de jouer avec les normes. Soit il les adopte et le risque est de perdre le sens du projet, soit il parvient à les coordonner, voire à les transcender pour créer son propre système de normes qui va s'imposer à ses partenaires. C'est la fonction d'opérateur territorial qui va permettre de créer de la ressource et un mode d'autonomie, d'organisation qui va s'imposer à ses partenaires. C'est une question de recherche réelle sur laquelle nous souhaitons travailler dans les prochaines années. ”



Jean-Michel Lucas,

Maître de conférences, Université de Rennes 2

“ L'atout principal que je vois dans ce travail, c'est ce désir de faire autrement et de faire ensemble. Il est question d'ouverture, de décloisonnement... Cette envie de faire ensemble paraît tout à fait essentielle contre le découragement. Quittons envie, désir et restons à volonté qui nous renvoie à l'espace public, à l'espace de la négociation publique. C'est ça l'enjeu. Le terme qui vient ensuite, c'est négocier. Négocier avec ceux qui n'ont pas la même envie, le même désir, ceux qui ont d'autres intérêts, d'autres enjeux. Passer de l'envie à la volonté, cela veut dire négocier, reconnaître l'intérêt général du compromis avec ceux qui ne partagent pas les mêmes valeurs comme enjeu. Il n'est pas question ici de repli sur le territoire, d'enfermement identitaire. Et c'est là que j'ai un doute... Il y a une répétition du mot culture



Pauses artistiques pleines d'humour et de pertinence animées par la compagnie Casus Délirés.

comme si elle était un objet avec une identification telle qu'elle devenait une réalité objective. S'il y a une volonté de négocier, c'est qu'il y a une volonté de reconnaître la culture de l'autre. Non seulement la reconnaître en tant que personne mais en tant qu'enjeu public, car le vivre ensemble repose sur la reconnaissance réciproque des cultures. La « culture » en ce sens recouvre des valeurs qui doivent se négocier. Où est donc l'espace de négociation ? Qui est le maître de ces valeurs ? J'ai eu l'impression que les acteurs culturels étaient convaincus qu'ils portaient eux la valeur culturelle. Par définition même puisqu'ils se nomment acteurs professionnels culturels, c'est que les autres groupes de la société, eux, ne sont pas « culturels » ; ils n'ont pas de culture ! Difficile de négocier dans cette perspective ! Pour lever ce doute, j'ouvre donc une autre perspective. Il s'agit pour la politique publique de penser les valeurs communes, c'est-à-dire, le vivre ensemble. À partir de là, l'acteur culturel professionnel n'est qu'une partie prenante parmi d'autres de l'enjeu culturel collectif. Il apporte ses compétences mais ne peut prétendre s'approprier la légitimité culturelle, au nom de son appartenance à un « champ culturel ».

L'idée de négociation doit nous amener à penser la responsabilité culturelle publique comme une recherche de plus d'humanité permettant aux personnes d'exprimer leurs droits culturels. En ce sens, l'humanité est un combat perpétuel, une lutte de tensions et de contradictions jamais totalement maîtrisées. "

Annie Berger,

Référente du RTES,
Réseau des Territoires
pour l'Économie Solidaire

“ Avec qui devons-nous faire cette co construction ? Dans notre réseau, nous considérons essentiel d'ouvrir des espaces de délibération qui rejoignent les citoyens qui sont des acteurs culturels et qui ont droit à la parole. Comment faire pour que ces espaces partent aussi de cette parole des citoyens dans le domaine de la culture comme dans tous les autres domaines ? Des espaces de délibération sont à ouvrir avec les responsables d'entreprises culturelles, avec les responsables politiques. De nombreux travaux nous amènent à avancer, notamment ceux qui concernent l'utilité sociétale (plus qu'utilité sociale) et qui nous font réfléchir à partir d'autres indicateurs de richesse, d'autres processus d'évaluation. Mon souhait serait, qu'avec vous, en tant qu'acteurs sensibles à cette question de la culture, nous puissions expérimenter la manière de faire cette co construction de politiques publiques. C'est important si nous voulons que les choses rejoignent les finalités d'un autre monde qui repose sur d'autres valeurs, qui reconnaît la place du « je », du droit à l'initiative, du « faire avec autrui », de façon non cloisonnée. Les politiques publiques, c'est aussi l'espace de la construction d'un monde plus juste. ”

Accueil le mardi 31 mai par la ville de la Gacilly, dans le cadre du festival-photo, avec Auguste Coudray, président du festival et responsable des relations publiques de la marque Yves Rocher

www.festivalphoto-lagacilly.com



Michel Quévit,

Professeur, Université
Catholique de Louvain

“ Vous avez touché, au cours de ce colloque, aux fondamentaux du rapport entre la culture et la société : les bases de la construction du monde avec la culture. Dans l'atelier culture et territoire, vous avez posé le problème de la culture dans l'éthique et dans le rapport au monde : tant à la fois les rapports entre l'activité artistique et la construction des valeurs que le projet de faire et de construire le monde. Une réflexion me revient à l'esprit que je tiens de ma formation philosophique et de Paul Ricoeur. Elle est éclair-

rante dans notre positionnement personnel dans la vie : « Je-suis-avec-autrui-au-monde ». Cette formule peut aussi se décliner en sens car le monde n'a de sens que s'il est le reflet de la relation du « je avec autrui ». Cela concerne chacun de nous et c'est pourquoi nous ne pouvons jamais dissocier la culture de l'éthique.

Dans l'atelier culture et économie, vous avez traité d'un problème fondamental qui est la relation entre le champ économique et le champ culturel. Vous avez à juste titre fait part du malaise que cela vous posait. On ne peut pas résoudre cette inquiétude réelle sans poser le problème de la réflexion sur le rôle de l'économique dans la société et tout particulièrement le concept du capital, car nous vivons dans une société capitaliste. Si on pose cette question, inévitablement, on touche à ce que les sociologues américains nomment le « paradigme marxien », à savoir que la société est mue par le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme. S'il y a bien quelque chose dans la société qu'on n'a jamais su changer, c'est ce paradigme, à tort évidemment. La question n'est pas pour autant de rejeter l'économique, mais bien de tenter de réunifier économique et culturel en essayant de dépasser ce paradigme par des valeurs plus sociales.

Dans l'atelier culture et social, vous abordez ce défi en mettant en évidence les deux concepts de solidarité et d'innovation. Vous évoquez la mu-

tualisation des pratiques culturelles et vous posez en relation le problème de l'équité sociale. Cela signifie que l'on milite pour que la production artistique soit à la portée du plus grand nombre, mais non pas par un nivellement par le bas. La solidarité n'est pas que de la coopération, mais plus fondamentalement elle soulève la question du partage des richesses. La solidarité est un concept éthique de justice sociale. Le réintégrer dans votre pratique culturelle est révolutionnaire, car si vous l'appliquez réellement, vous devenez des agents du changement social au sens sociologique du terme. C'est d'ailleurs ce qui a été abordé dans l'atelier culture et politique où le message principal fut le suivant : passer de « l'agent culturel » à « l'acteur culturel ». Ce passage ne peut se faire que si vous acceptez de vous positionner par rapport au politique au sens large de la gouvernance de la société et d'en devenir des citoyens actifs. Dans l'atelier culture et Europe, votre débat met en évidence que l'Europe est une construction de relations fondamentales entre ses habitants, mais qui reste inachevée. Il est essentiel que la culture y soit reconnue

Repas sous chapiteau organisé par Aide Emplois Services autour de Pom d'Amis Agro Bio. Cette association a pour objet l'insertion sociale et professionnelle par l'activité économique valorisant les savoir-faire et les produits locaux.

comme compétence à part entière. L'Europe a besoin de vous, car il y a un lien essentiel entre l'innovation et la créativité. Il faut qu'au niveau de l'Union Européenne, la pratique artistique soit reconnue comme le moteur de la créativité. Elle doit être, non seulement valorisée, mais encouragée dans les familles et les écoles depuis le plus jeune âge.

Enfin, en conclusion, vos travaux ont mis en évidence cet enjeu important qu'est l'ouverture de la culture au monde et vice versa et rappeler qu'on a un peu vite oublié que, dans l'évolution de la société européenne, la culture a joué un rôle très fondamental sur l'évolution de la société et sur la pensée relative à ses valeurs de base. Nous n'aurions jamais pu admirer la Vénus de Botticelli ou le David de Michel-Ange si au même moment, cette société ne retrouvait les racines de notre culture héritée de Platon et d'Aristote, lectures interdites par le Vatican de l'époque dont les florentins ont assumé la rupture.

Il est impératif qu'il y ait aujourd'hui une reconnaissance de la relation intrinsèque entre la pratique artistique et la réflexion sur l'évolution de la pensée comme cela a été le cas durant la Renaissance. Peut-être pourrions-nous aussi avoir un rêve : aller, grâce à vous, vers une nouvelle Renaissance dans l'Europe où s'allient le devenir d'une société plus solidaire et une présence constante de la dimension artistique de la culture dans le sens large du terme en tant que contributrice de notre besoin humain de sens et de créativité. ”



5 Ateliers

Culture face au territoire, à l'économie, au social, à l'Europe, au politique



Atelier 1 : Culture et territoire Sébastien Cornu, Président de la Fédurok

“ Les échanges respectueux, engagés, très participatifs révèlent une forte aspiration au changement, à la coopération et au partage de valeurs. Cela illustre aussi la volonté de tous à d'autres formes de vivre ensemble, de faire « humanité ». Ces espoirs soulèvent aussi de nombreuses craintes et questions identitaires. Que devient-il au sein du collectif ? Que

Animés par des personnes ressources et illustrés par des membres du réseau des Articulateurs, les ateliers ont été des moments de production collective, s'appuyant sur les débats du matin et mis en perspective au regard d'une entrée plus spécifique. Ils ont fourni de la matière concrète et vivante pour alimenter les débats et co-construire un propos.

La question des lieux, l'initiative des Articulateurs et de l'Ufisc, au travers de l'organisation de cette manifestation, pose le fait d'un lieu où l'on peut débattre : comment l'art et la culture peuvent-ils aider à cette mise en convergence sur les territoires entre les enjeux sociaux, économiques mais aussi environnementaux ?

La question du temps, la rencontre et l'envie de faire des choses ensemble impliquent du temps, du respect des singularités, une période pour apprendre à se connaître, d'où cette idée d'inscrire ce cycle de rencontres dans les Etats Généraux de l'économie sociale et solidaire ;

La question du périmètre, comment, sans être dès le départ fixé sur un objectif à atteindre, définit-on des périmètres, une charte, une éthique pour avancer dans une forme de respect et de concertation entre les acteurs ?

sommes-nous au milieu de tout le monde ? Comment trouver sa place ? Aurons-nous les moyens et le temps d'agir ? Sommes-nous capables de partager la richesse ? Peut-on satisfaire tout le monde ? On le voit, au-delà des valeurs et des intentions, la solidarité n'est pas simple à transcrire dans les actes. Des envies et des aspirations : nos échanges ont abordé de nombreux concepts compliqués et fondamentaux. Nous avons parlé de temps, d'identité, de reconnaissance, de solidarité. Nous voulons avoir le temps de faire et de nous inscrire dans le long terme. Nous demandons le droit à l'expérimentation, à l'innovation, mais aussi à l'erreur. C'est le cheminement collectif, le fait de partager qui donne du sens à notre humanité. Le collectif est riche des apports de chacun et de ce que produit l'ensemble. Alors, cultivons le collectif ! ”

Atelier 2 : Culture et économie Patricia Coler, Coordinatrice générale Ufisc

“ Les cadres et les repères évoluent, nos représentations de l'économie, des projets, des rapports entre le champ économique et le champ culturel se transforment. Cela engendre une certaine désorientation et confusion car nous sommes confrontés à des notions vis-à-vis desquelles nous avons une maîtrise relative. En même temps, cela ouvre une formidable capacité de les réinventer et de les penser autrement : économie, entreprise, capital, richesse, partenariat... Nous sommes dans le champ économique mais dans une autre forme d'économie. Oui, il y a du capital mais c'est du capital cognitif, territorial, humain... De la



richesse humaine ! Nous voulons et pouvons aller vers d'autres objectifs que ceux de la rentabilité ou de la productivité. Il y a alors à imaginer de nouvelles formes de travail, à réinventer des modes de partenariat pour faire ensemble, à s'engager dans une éthique de la rencontre, pour décloisonner, sortir de l'entre soi pour tenter de faire se rencontrer des mondes qui ne se parlent pas forcément. C'est peut-être l'étape préalable à la coopération que de prendre le temps de dialoguer, de comprendre l'autre pour voir si l'on est capable de se reconnaître et de créer des espaces communs. Dans les groupes de l'atelier, le débat sur l'éthique a été riche. Ont émergé plusieurs principes éthiques : éthique de l'hospitalité autour de la confiance et du respect à construire avec autrui, éthique de la responsabilité, soulignant notre capacité à influencer sur notre environnement. Enfin, l'éthique de la conviction autour des valeurs à défendre de la diversité culturelle et des droits des personnes. En termes de propositions, différentes réflexions ont été entendues. Il ressort notamment la nécessité de la concertation dans la durée ainsi que l'idée de charte qui interroge la tension entre la nécessité d'une construction collective de règles communes et l'exclusion qu'elle peut engendrer. ”

Atelier 3 : Culture et social Luc de Larminat, CNAR-Opale

“ Comment l'action culturelle pose-t-elle la question du vivre ensemble sur des territoires ? Comment les projets culturels sont-ils des porteurs de développement social ? Comment la culture redonne-t-elle une place à chacun sur son territoire ? Nous avons travaillé sur la manière de construire cette coopération. On voit comment des acteurs s'organisent, souvent dans un esprit de résistance, démontrant qu'il est possible d'innover au cœur même des systèmes. Nous avons réaffirmé des valeurs de partage, de respect, de dignité de la personne, de droit culturel. Comment l'échange entre toutes ces personnes nécessite le respect des singularités : avoir besoin les uns des autres et toujours reconnaître que l'autre a quelque chose à apporter. Aller dans la coopération est chose difficile mais il faut prendre le risque d'y aller même si les acteurs ne se connaissent pas a priori au départ. Concernant les méthodes, il en existe déjà de nombreuses dans les principes coopératifs, l'éducation populaire... Nous avons réaffirmé le droit à l'expérimentation et à l'erreur, à prendre le temps pour réfléchir à des principes éthiques, définir la place et les objectifs de chacun dans ces projets coopératifs. Il y a nécessité de mutualiser les moyens disponibles mais aussi des connaissances, des expertises pour construire des argumentaires pour formaliser la valeur ajoutée de la coopération. Il faut montrer ce qu'apportent la coopération, la richesse et le développement de projets. Il faut définir des chartes

de coopération, des protocoles d'éthique pour que chacun trouve sa place, la définisse. Le mot « décloisonner » a traversé notre atelier. Il faut donc réfléchir à la manière de décloisonner pour avancer. Pourquoi ne pas intervenir dans des formations de travailleurs sociaux, d'élus pour y inclure de la coopération et non de la différenciation ? Decloisonner jusque dans l'évaluation, les moyens, les critères d'évaluation. Qui y participe ? Dans la culture, on peut avoir tendance à oublier les publics ou la place des publics, des populations, les habitants. La participation des gens avec qui nous travaillons est primordiale : il y a là aussi à décloisonner. La coopération réinterroge la restructuration de l'espace public, la place de chacun, des artistes, des acteurs culturels, des acteurs sociaux, des publics. ”



Atelier 4 : Culture et Europe

Fabienne Trotte,
Chargée de mission
développement
Relais Culture Europe

“ Comment penser l'Europe dans le monde, plus spécifiquement dans un monde en profonde mutation ? Comment penser le lien culture et Europe ? À partir de quelques cartes, comme celles des différences de PIB en Europe, des flux économiques mondiaux ou des métropoles européennes, il s'agissait de pointer les lignes de tension à venir ou déjà actives. Ce sont par exemple les disparités de développement entre régions européennes avec certaines se trouvant dans des dynamiques de développement, d'autres qui en seraient exclues. Les risques liés à une urbanisation grandissante avec la formation des mégapoles, la question de la place des territoires ruraux dans ces dynamiques. Ou encore les questions du vieillissement des populations et de l'immigration... Face aux incertitudes liées à ces mutations multiples et rapides, la question qui se pose est celle d'une Europe plus ouverte sur le monde. Cette ouverture cependant ne va pas de soi. Elle pose la difficulté de la rencontre. Sur les questions de coopération et de partenariat, il y a la nécessité de ré-inventer de nouveaux dialogues : - nouveaux dialogues nous renvoyant à des logiques de mutualisation, de fédération, de solidarité (notamment financière) ; - nouveaux dialogues prenant en considération la question des temps - avec l'idée de la lenteur et des temps longs pour apprendre à travailler ensemble ;

- nouveaux dialogues prenant en considération les échelles de territoires, du micro au macro. Globalement, il ressort une aspiration au changement. Il s'agit bien d'un désir de prendre, reprendre nos destins en main, une volonté de faire autrement et ensemble, une volonté d'être force de proposition. Les échéances qui arrivent et les préparations des futurs dispositifs européens nous demandent de nous mobiliser et de nous poser comme acteurs du changement. ”

Atelier 5 : Culture et politique

Shirley Harvey,
Chef de projet formation CNAM

“ L'engagement dans la coopération est unanimement considéré comme nécessaire. Cependant la mise en œuvre coopérative demande d'avoir l'appétit participatif avec plus particulièrement une aspiration à l'écoute et un désir d'apprentissage de l'autre. Les éléments déclencheurs de la coopération sont souvent liés à des contraintes économiques, politiques ou à des injonctions comme la structuration, la mutualisation... Le besoin de retrouver un sens politique, voire de « repolitiser » l'espace public pour définir le vivre ensemble et la manière dont on échange entre nous est un enjeu de toutes formes de coopération. Cette recherche et ces interrogations autour des grandes questions politiques actuelles engendrent de fait des besoins d'espaces de parole, de délibération et nécessitent la participation de l'ensemble des citoyens d'une société et des parties prenantes des activités qu'elle crée. Le ter-

ritoire paraît être l'espace le plus approprié, surtout aujourd'hui, où il est question de redéfinition territoriale. C'est une réelle opportunité pour poser la question de la culture dans ce réagencement.

Deux types de coopération existent : la co-construction des politiques publiques pour donner lieu à des orientations politiques et la co-gestion de projets. Ces processus de construction collective interrogent le rôle et la place de chacun : les collectivités territoriales, l'État, les usagers, les acteurs (professionnels et amateurs), les habitants,... Pour permettre un dialogue équilibré, il doit y avoir, face aux décideurs politiques, des acteurs en ordre de marche, ce qui oblige à la structuration et la capacité à se mettre en réseau. La participation collective aux décisions est certes inhérente à une démarche de coopération, mais elle oblige avant tout à penser la méthode. Différents éléments sont à considérer : le respect du facteur temps pour se connaître, se concerter et pour accepter les différents temps qui sont propres à chacun, le partage de la méthode, la définition du périmètre et de l'objet de la coopération, la prise en compte des personnes dans leur capacité à porter les

dynamiques de coopération, la capacité à dégager des sujets et à gérer des désaccords. Souvent, qui dit coopération dit forcément consensus mais le désaccord permet le débat et la diversité des points de vue, il est une richesse pour donner du relief au débat. La question de la méthode est fondamentale pour définir des outils, des cadres, des procédures de concertation territoriale et sectorielle et elle participe déjà au projet de coopération. S'ajoute à cela une obligation de clarté dans la communication des pouvoirs publics à propos des politiques qu'ils mettent en œuvre. Il faut veiller à trouver un équilibre entre la logique de la permanence et de l'institutionnalisation, et la logique du projet. Etre en alerte pour saisir les opportunités d'entrer en coopération et de créer des espaces de rassemblement est un véritable enjeu de société qui permettra de contribuer, voire de s'opposer aux politiques publiques qui se construisent. Cependant, pour qu'il y ait une véritable équité entre les différents groupes, des méthodes participatives et partagées doivent être mises en place pour créer un nouveau rapport au politique et permettre de construire une société telle que nous la voulons. ”



Pour conclure



Jean-Louis Laville,

*Sociologue et économiste,
professeur du Conservatoire
National des Arts et Métiers*

“ Comment les structures de la société civile ont-elles participé de la construction de nos sociétés ? Pourquoi sont-elles si peu reconnues ? Pourquoi y a-t-il ce décalage entre une constante participation de la société civile et en même temps, ce déficit de reconnaissance qui perdure ? Cela nous amène à signaler des difficultés récurrentes sur la manière d'articuler coopération, éthique et co construction. Nous sommes vraiment aujourd'hui à la croisée des chemins. Il y a plusieurs manières de considérer la situation dans laquelle nous sommes. Les trois thématiques qui ont été au centre de vos réflexions de coopération, éthique et co construction, doivent véritablement être pensées ensemble, car si on isole l'une de ces dimensions, on peut se retrouver avec des résultats qui reproduisent cette dépolitisation et que l'on a connue dans l'histoire. Il s'agit aujourd'hui véritablement d'alimenter la démocratie à travers des formes plurielles d'ex-

pression. Ces formes supposent, dans le domaine culturel, mais aussi dans d'autres domaines qui ne sont pas séparés par une frontière du domaine culturel, de voir comment il est possible de trouver ce que l'on peut désigner comme une nouvelle alliance entre les initiatives citoyennes et la démocratie représentative. Même si c'est très difficile, même s'il y a eu de très mauvaises habitudes prises dans le passé, nous n'avons pas d'autres choix pour essayer de contrecarrer ce qu'est la démesure d'un capitalisme mondialisé qui se pense uniquement sur le registre du marché. La question de la diversité, sur le plan culturel, économique, politique, est décisive pour notre avenir commun. ”



Repas agrémenté de poèmes écrits par le groupe chercheurs d'emploi Rebond-dire à Redon avec la conteuse Gigi Bigot.





Marco Félez,

Directeur
Cluster Articulteurs

“ Pour conclure, je dirais que c’est le début du commencement ! Les Articulteurs sont issus d’une co construction collective. À un moment donné, on crée des possibles. Nous utilisons le mot « réalisable ». Gigi Bigot (conteuse de la Compagnie Margoulette et un des membres pionniers des Articulteurs) disait « qu’un autre monde est possible ». Cela nous appartient. C’est dans un devoir de responsabilité qu’on doit le faire. Il faut que les générations futures soient fières de ce que nous allons leur laisser. Demain, nous sommes là pour co construire, c’est le début, avec utopie mais responsabilité et réalité. Ce n’est pas un vœu pieux mais bien une volonté d’aller plus loin ensemble. Ce colloque est le début du commencement. ”

Philippe Berthelot,
Président Ufisc

“ Les objectifs que nous avons posés il y a moins d’un an sont pour nous atteints. Ce colloque de Redon est le premier palier d’une première impulsion. Nous sommes là devant quelque chose de symboliquement fort avec diverses organisations sectorielles qui s’associent, s’allient avec des réalisations, des démonstrations, des réalités... des vies. Nous sommes aussi dans une autre manière d’avancer, non sectaire, qui oblige chacun à sortir de son environnement. Dans cette réalisation, que nous avons menée ensemble, les Articulteurs et l’Ufisc, nous avons démontré que nous pouvions engager des processus et nous en-

Le travail continue car ce colloque s’inscrit dans un processus global de rencontres et de productions partagées autour de la coopération et de la co construction des politiques publiques pour les arts et la culture, dans le cadre des Etats Généraux de l’économie sociale et solidaire, à Paris les 16 et 18 juin, à Avignon en juillet et à Nantes en janvier 2012.

Les conclusions seront présentées en mars 2012.

Retrouvez l’intégralité des échanges sur :

www.ufisc.org
www.articulteurs.org

gager politiquement. L’objectif était aussi de proposer une qualité dans les contenus dont nous ne savions pas ce qu’ils allaient produire. Nous souhaitons que cette qualité nous amène plus loin. La matière, nous l’avons, pour continuer à travailler. C’est notre engagement collectif que de mettre cette matière en forme, de la rendre accessible et de l’amener comme un élément de plus pour la suite des événements. Ces événements doivent être multiples et nous devons être vigilants pour les relier les uns aux autres. Nous sommes sur plusieurs mouvements qui ne doivent pas être parallèles mais qui doivent se relier les uns aux autres. C’est cet ensemble qui devrait faire bouger les choses... ”

Taknaw Parade :
une illustration de
la dynamique de
coopération des
Articulteurs.

Cette grande parade de Pays intergénérationnelle porte le nom du célèbre taon, le « taknaw » en gallo, ce petit insecte qui vous fait bouger quand il vous pique. Événement biennal lancé en 2007 et porté par les Articulteurs, elle réunit près de 500 habitants, accompagnés par des artistes professionnels, qui se retrouvent par groupes pendant près de 9 mois pour composer leur histoire, leurs structures géantes, leurs musiques, leurs costumes et chorégraphies, selon le thème général choisi à partir des suggestions de la population. C’est ainsi que les paradeurs ont dévoilé leurs créations lors d’un grand défilé dans les rues de Redon le 29 mai dernier, devant plus de 5000 spectateurs, sur le thème « couleur nuit », pour cette 3^{ème} édition.

Unique en son genre, la Taknaw Parade mobilise une vingtaine de communes ou structures du Pays de Redon et au-delà, des régions Aquitaine et Rhône-Alpes, de Belgique, d’Angleterre et d’Irlande. Par sa dimension sociale et artistique et son ouverture européenne, elle contribue à créer du lien entre les habitants tout en renforçant l’attractivité du territoire.





Partenaires



Avec le soutien financier de



Avec le soutien de



La synthèse des actes est réalisée en collaboration avec Spectacle vivant en Bretagne.



Organisé dans le cadre des Etats Généraux de l'ESS